

Ressources du pays : le vol à volonté continue

La Gazette – 24/01/11

Une des caractéristiques les plus flagrantes de Madagascar aujourd'hui est le gouffre béant entre 80% de la population qui vit dans une extrême pauvreté sans accès aux services publics et aux infrastructures de base, et une élite urbaine tirant bénéfice de la politique économique du pays orientée vers l'exportation.

Plus, aux termes du document intitulé Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA), Madagascar, et qui a été publié par le Centre d'études sur les Conflits, le Développement et la Paix (CCDP), Institut de Hautes Etudes Internationales et du Développement, il apparaît que l'inégalité qui en résulte entre le centre et la périphérie, entre la production industrielle et l'agriculture de subsistance inefficace, est l'une des principales causes conduisant à une hausse du taux de criminalité et à une insécurité grimpanche. Les forces de sécurité ne peuvent à leur tour faire face à la situation, ou sont alors elles-mêmes impliquées dans les activités illégales. De façon générale, la politisation des forces armées, la participation des dirigeants de haut rang dans l'activité économique, et une administration sans ressources menant à la corruption à tous les niveaux ont signifié que les « prédateurs » économiques continuent à piller l'île à volonté.

Et le même document de détailler surtout que la population malgache, en revanche, continue à mourir de faim. Sans une réforme urgente et un renforcement de capacité pressant des forces armées et du système judiciaire, conjointement avec l'établissement d'un gouvernement reconnu, les droits souverains de Madagascar continueront à être en danger.

En outre, peut-on encore lire, entre autres, dans le document, que bien que beaucoup de donateurs multilatéraux et bilatéraux aient actuellement cessé de financer leurs programmes à Madagascar, on ne peut qu'espérer que suffisamment d'impulsion soit bientôt donnée pour trouver une fin à la présente crise politique. Lorsque le flot des dons reprendra, indique-t-on, il est crucial que la communauté internationale ne reprenne pas les affaires comme si de rien n'était, comme ce fut le cas après les événements de 2001-02.

A cette période, il est rappelé dans le document que Madagascar assista à ce qui fut probablement le plus grave épisode de violence politique depuis son indépendance, et le pays fut au bord de la guerre civile.

Les barrages routiers avaient physiquement scindé le pays, les militaires étaient divisés, et des milliers de fusils d'assaut et de grenades avaient été distribués aux réservistes, aux civils et à des milices douteuses. Pourtant, une fois que la présidence de Ravalomanana fut reconnue internationalement, la communauté internationale tourna rapidement la page et continua ses programmes de développement comme avant...

Et sans vouloir paraître excessivement alarmiste, les auteurs du document laissent entendre que le présent cercle vicieux de l'extrême pauvreté, de la criminalité en hausse, de la paralysie des forces armées et de la poussée concomitante de services de sécurité « alternatifs » ne présage rien de bon pour l'avenir de Madagascar. Tandis que la crise politique continue, les précieuses ressources du pays continuent à être pillées à volonté, et la population continue à mourir de faim. Avec chaque semaine qui passe, ceux qui pillent l'île deviennent de plus en plus impitoyables, alors que la capacité des autorités publiques pour agir contre ces fléaux diminue d'autant.

Source : http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=9672&Itemid=55